Koninklijk besluit (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi, le 19 juin 1959, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant le statut des agents des cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles", a donné le 22 juin 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e juni 1959 door de Minister van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het statuut van het personeel der kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de inspectie van onderwijs en van de officiële scholen", heeft de 22e juni 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet soumis au Conseil d'Etat apporte des modifications à l'arrêté royal du 23 septembre 1957. D'après les déclarations du fonctionnaire délégué, cet arrêté, qui a créé un statut spécial pour les agents des cadres de l'instruction publique et des cultes , de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles, sera remplacé par une réglementation nouvelle qui produira ses effets à la même date que le nouveau statut des agents de l'administration d'Afrique (arrêté royal du 13 janvier 1959) , c'est-à-dire le 1er janvier 1959.

Le projet prévoit en son article 8 que toutes ses dispositions, à l'exception de l'article 3, ont effet aux mêmes dates que les articles de l'arrêté royal du 23 septembre 1957 qu'il modifie. Il s'appliquera donc pendant une période que l'on peut considérer comme révolue et remplace ex tunc les dispositions de l'arrêté du 23 septembre 1957.

Comme le projet introduit des règles nouvelles concernant notamment le transfert par promotion des préfets, directeurs d'école technique secondaire, directeurs d'école normale et sous-directeurs des cadres de l'instruction publique et des cultes, et qu'il ouvre des possibilités de promotion au grade de chef de bureau à des catégories d'agents qui n'en bénéficiaient pas (article 5), il conviendrait de vérifier si l'effet rétroactif donné au projet n'est pas de nature à porter atteinte à des droits acquis.

.../...

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat n'a pu se livrer à cet examen.

Des modifications ont été apportées au projet par le Conseil d'Etat afin de mieux traduire les intentions du Gouvernement et d'éviter des confusions. C'est ainsi que l'article 2 du projet a été remanié afin de prévenir une interprétation du texte selon laquelle serait autorisé le transfert des sous-directeurs ne possédant pas les titres requis par cette disposition en qualité de préfets, directeurs d'école technique secondaire ou directeurs d'école normale.

Le Conseil d'Etat a également rectifié, avec l'accord du fonctionnaire délégué, une erreur qui avait été commise dans la mention des titres requis pour que les sous-directeurs puissent être transférés comme directeurs d'école normale et comme directeur d'école technique secondaire.

Le projet appelle pour le surplus les observations suivantes :

L'intitulé serait plus correctement rédigé comme suit :

"Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 septembre 1957 portant le statut des agents des cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles".

.../...

Si l'urgence invoquée à l'alinéa 5 du préambule est celle dont il est question à l'article 6, § 2 du statut syndical, il y aurait lieu d'en faire mention avant l'avis du Conseil d'Etat, sous forme d'un considérant qui pourrait se lire :

"Considérant qu'aux termes de l'article 6, § 2, de l'arrêté royal du 25 janvier 1957 qui est relatif au statut syndical du personnel de l'administration d'Afrique, si l'intérêt public l'exige, l'avis des institutions assurant la représentation du personnel n'est pas requis en cas d'urgence; que ces conditions sont réunies en l'espèce;".

L'article 1er, qui se borne à annoncer les dispositions qui vont suivre, doit être omis.

L'article 2 deviendrait ainsi l'article 1er . Son liminaire devrait être rédigé comme suit :

"Article 1er.-

A l'article 11, b, de l'arrêté royal du 23 septembre 1957 portant le statut des agents des cadres de l'instruction publique et des cultes, de l'inspection de l'enseignement et des écoles officielles, les rubriques "Préfet d'athénée", "Directeur d'école technique secondaire" et "Directeur d'école normale" sont remplacées par les rubriques suivantes :

.../...

"Préfet d'athénée (comptant trois ans d'ancienneté au moins.

Sous-directeur, avec perte de trois ans de l'ancienneté acquise dans le grade délaissé.

Et vice versa, dans le cas où le sous-directeur est licencié ou docteur et agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, mais avec conservation de l'ancienneté acquise dans le grade de sous-directeur.

Directeur d'école technique secondaire (comptant trois ans d'ancienneté au moins.

Sous -directeur, avec perte de trois ans de l'ancienneté acquise dans le grade délaissé.

Et vice versa, dans le cas où le sous-directeur est ingénieur civil, ou ingénieur agronome et agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, mais avec conservation de l'ancienneté acquise dans le grade de sous-directeur.

Directeur d'école normale (comptant trois ans d'ancienneté au moins.

Sous-directeur, avec perte de trois ans de l'ancienneté acquise dans le grade délaissé.

Et vice versa, dans le cas où le sous-directeur est licencié ou docteur et agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, ou licencié en sciences pédagogiques, mais avec conservation de l'ancienneté acquise dans le grade de sous-directeur".

.../...

L'article 3 trouverait mieux sa place in fine du projet, où il deviendrait l'article 5.

L'article 4 du projet deviendrait l'article 2. Son liminaire devrait se lire :

"L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 13.-

Lorsqu'un agent du cadre des écoles officielles doit atteindre la limite d'âge dans le courant d'une année scolaire, cette limite d'âge est reportée d'office à la fin de l'année scolaire en cours".

L'article 5 du projet serait l'article 3. Il devrait être rédigé comme suit :

"Article 3.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 24 du même arrêté :

§ 1er. L'alinéa 1er est complété comme suit :

"4° pour les agents titulaires du diplôme d'instituteur : après 12 ans de service".

§ 2. Les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"La durée des congés ou des prolongations de congé accordés autrement que pour convenances personnelles, est incluse dans le temps de service prévu sub 1° à 4°.

Les catégories d'agents repris sub 1°, 2° et 4°, devront, pour obtenir une promotion au grade de chef de bureau du cadre de l'instruction publique et des cultes, avoir réussi l'examen d'accession à la troisième catégorie prévu pour ce cadre".

L'article 6, devenant l'article 4, serait rédigé :

"Article 4.-

Les modifications suivantes sont apportées au tableau annexé au même arrêté :

§ 1er. Dans la rubrique 3) Cadre des écoles officielles, le chiffre "250.000 francs" en regard des mots "Préfet d'athénée, Directeur d'école technique secondaire et Directeur d'école normale" est supprimé.

§ 2. Dans la même rubrique le texte suivant est inséré après les mots "Professeur d'apprentissage" :
"Secrétaire d'athénée : 150.000
175.000".

Le Conseil d'Etat propose de reprendre dans ce même article le texte qui fait l'objet de l'article 7 du projet et d'en faire un paragraphe 3 ainsi rédigé :

" § 3. La note (1) d, est complétée comme suit :

Dans le cas où l'agent ... (la suite comme au projet) ...".

.../...

Il conviendrait de reprendre à cet endroit l'article 3 du projet, qui se lirait :

"Article 5.-

A l'article 12 du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont abrogés".

L'article 8 deviendrait l'article 6. Au sujet de la rétroactivité prévue par cet article, le Conseil d'Etat renvoie à la remarque qu'il a formulée au début de l'avis.

Il faut noter, en outre, qu'eu égard aux modifications proposées, l'effet rétroactif portera sur les articles 1er, 2, 3 et 4 du nouveau projet.

L'article 9, enfin, deviendrait l'article 7.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp wijzigt het koninklijk besluit van 23 september 1957. Naar de gemachtigde ambtenaar verklaarde, zal dit besluit, dat een bijzonder statuut heeft vastgesteld voor het personeel der kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de inspectie van onderwijs en van de officiële scholen, vervangen worden door een nieuwe regeling, met uitwerking op dezelfde dag als het nieuw statuut van het bestuurspersoneel in Afrika (koninklijk besluit van 13 januari 1959), dus op 1 januari 1959.

Artikel 8 van het ontwerp bepaalt dat, op artikel 3 na, alle bepalingen ervan uitwerking hebben op dezelfde dagen als de artikelen van het koninklijk besluit van 23 september 1957 dat het wijzigt. Het zal dus toepassing vinden over een periode die als verstreken mag worden beschouwd en vervangt ex tunc de bepalingen van het besluit van 23 september 1957.

Aangezien het ontwerp nieuwe regelen stelt inzonderheid in verband met de overgang bij wege van bevordering van prefecten, directeurs secundaire technische school, directeurs normaalschool en onderdirecteurs van de kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, terwijl het bevordering tot bureauchef mogelijk maakt voor categorieën van personeelsleden die tot dusver van zulke bevordering verstoken bleven (artikel 5), moet worden nagegaan of de terugwerking van het ontwerp geen afbreuk kan doen aan verkregen rechten.

.../...

Binnen de korte tijd waarover hij beschikt, heeft de Raad van State dit onderzoek niet kunnen verrichten.

Om de bedoeling van de Regering beter tot uiting te brengen en om verwarring te voorkomen, heeft de Raad van State het ontwerp hier en daar gewijzigd. Zo is artikel 2 van het ontwerp omgewerkt, opdat de tekst niet zo kan worden verstaan, dat onderdirecteurs die geen aanspraken hebben als in deze bepaling voorgeschreven, zouden kunnen overgaan als prefect, directeur secundaire technische school of directeur normaalschool.

Met de instemming van de gemachtigde ambtenaar heeft de Raad van State ook een vergissing verbeterd in de vermelding van de vereisten voor de overgang van onderdirecteurs als directeur normaalschool en als directeur secundaire technische school.

Bovendien zijn bij het ontwerp de volgende opmerkingen te maken :

Een juistere lezing voor het opschrift ware :

"Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1957 houdende statuut van het personeel der kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de inspectie van onderwijs en van de officiële scholen".

.../...

Is de "dringende noodzakelijkheid" waarvan het vijfde lid van de aanhef spreekt, die welke is bedoeld in artikel 6, § 2, van het syndicaal statuut, dan moet hiervan melding worden gemaakt vóór het advies van de Raad van State en wel in de vorm van een considerans, als volgt :

"Overwegende dat luidens artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit van 25 januari 1957 betreffende het syndicaal statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, zo het openbaar belang zulks vereist, het advies van de instellingen waarin het personeel is vertegenwoordigd, in dringende gevallen niet hoeft te worden ingewonnen ; dat in dit geval aan deze voorwaarden is voldaan;".

Artikel 1, niet meer dan een aankondiging van de bepalingen die volgen, kan vervallen.

Artikel 2 wordt dan artikel 1, waarvan de inleidende volzin als volgt dient te worden gelezen :

"Artikel 1.-

In artikel 11, b, van het koninklijk besluit van 23 september 1957 houdende statuut van het personeel der kaders van het openbaar onderwijs en van de erediensten, van de inspectie van onderwijs en van de officiële scholen, worden de rubrieken "atheneumprefect", "directeur secundaire technische school" en "directeur normaalschool" door de volgende rubrieken vervangen :

.../...

"Atheneumprefect (met tenminste drie jaar anciënni-)teit.

Onderdirecteur, met verlies van drie jaar van de in de verlaten graad verkregen anciënniteit.

En vice versa, ingeval de onderdirecteur licentiaat of doctor en geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs is, maar met behoud van de anciënniteit verkregen in de graad van onderdirecteur.

Directeur secundaire technische school (met tenminste drie jaar anciën-)niteit.

Onderdirecteur, met verlies van drie jaar van de in de verlaten graad verkregen anciënniteit.

En vice versa, ingeval de onderdirecteur burgerlijk ingenieur of landbouwkundig ingenieur en geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs is, maar met behoud van de anciënniteit verkregen in de graad van onderdirecteur.

Directeur normaalschool (met tenminste drie jaar anciën-)niteit.

Onderdirecteur, met verlies van drie jaar van de in de verlaten graad verkregen anciënniteit.

En vice versa, ingeval de onderdirecteur licentiaat of doctor en geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs of licentiaat in de opvoedkundige wetenschappen is, maar met behoud van de anciënniteit verkregen in de graad van onderdirecteur ".

Artikel 3 zou beter aan het slot van het ontwerp komen als artikel 5.

Artikel 4 van het ontwerp zou artikel 2 worden, waarvan de inleiding dan als volgt ware te lezen :

"Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 13.-

Bereikt een personeelslid van het kader van de officiële scholen de leeftijdsgrens in de loop van een schooljaar, dan wordt die grens ambtshalve naar het eind van het lopende schooljaar verschoven".

Artikel 5 van het ontwerp zou artikel 3 worden. Men leze het als volgt :

"Artikel 3.-

Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

§ 1. Het eerste lid wordt als volgt aangevuld :

"4° voor personeelsleden die houder zijn van een diploma van onderwijzer : na 12 jaren dienst".

§ 2. Het tweede en het derde lid worden door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"De duur van de toegestane verlofperioden of verlofverlengingen, behalve wegens persoonlijke aangelegenheden, is begrepen in de diensttijd bepaald onder 1° tot 4°.

De onder 1°, 2° en 4° vermelde categorieën van personeelsleden moeten, om tot de graad van bureauchef van het kader van het openbaar onderwijs en van de eredienSten te kunnen worden bevorderd, geslaagd zijn voor het voor dat kader voorgeschreven examen voor overgang naar de derde categorie".

Artikel 6, dat artikel 4 wordt, behoort als volgt te worden gelezen :

"Artikel 4.-

De bij hetzelfde besluit gevoegde tabel wordt als volgt gewijzigd :

§ 1. In de rubriek 3) Kader der officiële scholen, vervalt het cijfer "250.000 frank", naast de woorden "atheneumprefect, directeur secundaire technische school en directeur normaalschool".

§ 2. In dezelfde rubriek wordt na de woorden "leraar vakopleiding" de volgende tekst ingevoegd :

"Atheneumsecretaris : 150.000
175.000".

.../...

De Raad van State stelt voor, de tekst van artikel 7 van het ontwerp in ditzelfde artikel 4 op te nemen als paragraaf 3, die dan als volgt dient te worden gelezen :

"§ 3. De voetnoot (1) d, wordt als volgt aangevuld :

Heeft het bevorderd personeelslid door dienstanciënniteit in zijn vroegere graad een weddebedrag verkregen dat gelijk is aan of hoger is dan het bedrag dat hem in zijn nieuwe graad toekomt, dan wordt hem het onmiddellijk hoger weddebedrag van die bevorderingsgraad toegekend, op de datum waarop hij in zijn vroegere graad het nieuwe weddebedrag zou hebben verkregen".

Hier dient dan artikel 3 van het ontwerp te worden ingevoegd met de volgende tekst :

"Artikel 5.-

Het tweede en derde lid van artikel 12 van hetzelfde besluit worden opgeheven".

Artikel 8 wordt dan artikel 6. In verband met de in dit artikel voorgeschreven terugwerking moge worden verwezen naar de opmerking welke de Raad van State vooraan in dit advies heeft gemaakt.

.../...

Gelet op de voorgestelde wijzigingen houde men er bovendien rekening mede, dat de terugwerking geldt voor de artikelen 1, 2, 3 en 4 van het nieuwe ontwerp.

Artikel 9 ten slotte zou artikel 7 worden.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. SAROT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. SAROT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.